

Jacques Hogard : « à la demande à l'époque de leurs responsables [du génocide], j'ai restitué un certain nombre d'armes individuelles [...], avec des munitions, pour leur permettre d'assurer leur auto-défense [...] dans l'hypothèse où l'armée de Kagame les poursuivrait au Zaïre »

France-Rwanda : opération Turquoise.

Vidéo ajoutée le 23 août 2016.

Lien vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=afcQEhdd2ik>

*

NB. – Les principaux bégaiements ont été supprimés.

La vidéo débute sur fond de musique militaire avec le texte suivant en rouge : « RWANDA 1994 OPERATION TURQUOISE ». Puis apparaissent des images prises lors de l'opération Turquoise (il s'agit essentiellement de camps de réfugiés) avec un commentaire en noir sur fond bleu clair : « L'OPERATION TURQUOISE : Rappel du contexte par Nicolas Sarkozy, ministre du Budget et porte-parole du gouvernement Balladur pendant le génocide du Rwanda ». Suit alors un extrait du journal télévisé de 20 heures avec l'interview de Nicolas Sarkozy par le journaliste Etienne Leenhardt :

Etienne Leenhardt : Juste un mot sur ce drame, Nicolas Sarkozy. Ces images sont terribles. Est-ce que vous avez l'impression que ce qu'a fait la France a finalement servi à quelque chose ? On est complètement désemparé quand on voit le reportage de nos envoyés spéciaux.

Nicolas Sarkozy : Non, mais quand on voit ça on est bouleversé ! Mais c'est bien pour ça que la France a agi et est intervenue. La question qu'on devrait se poser, c'est : « Pourquoi nous sommes les seuls ? ». Mis à part quelques-uns de nos amis Africains, qui ont envoyé des hommes, de la logistique, du matériel. Pourquoi croyez-vous que le Premier ministre, Monsieur Balladur, a été – il y a quelques jours encore – plaider devant le Conseil de sécurité pour appeler l'attention de la communauté internationale ? Il faut que d'urgence tout le monde s'y mette ! Pour que les combats cessent, pour que l'aide humanitaire augmente, pour que les moyens en hommes puissent arriver, en matériels, pour que les associations humanitaires puissent intervenir. Mais imaginez un peu ce que seraient ces images s'il n'y avait pas la zone de sécurité, si les soldats français de l'opération Turquoise n'avaient pas fait ce qu'ils ont fait avec un courage formidable ? Quand vous pensez qu'il y a eu un début de polémique pour savoir si la France devait intervenir ! Mais quand on voit des images comme celles que vous venez de montrer on est révolté ! Et on se dit : « Mais, la logique, l'honneur, la morale, c'est que l'ensemble de la communauté internationale aurait dû intervenir à nos côtés ». Je ne me pose pas la question de l'utilité de l'intervention de la France, mais pourquoi sommes-nous seuls ?

Etienne Leenhardt : Précisément, en face de ce drame, l'aide internationale semble évidemment bien dérisoire et pourtant elle commence à s'organiser depuis l'arrêt des combats sur le terrain. Les Etats-

Unis semblent avoir accepté l'idée qu'il était de leur devoir de s'engager pour porter secours aux populations [simultanément, le texte suivant apparaît en filigrane : « *C'est dans ce contexte que sur autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU dans sa résolution 9291 [sic] du 22 juin 1994 la France organisa l'opération Turquoise pour mettre fin au génocide au Rwanda* »].

Le message suivant apparaît alors sur fond noir : « *INTERVIEW DU COLONEL JACQUES HOGARD. TFR – LA TRIBUNE FRANCO-RWANDAISE www.france-rwanda.info présente OPERATION TURQUOISE 1994 – 2016. Entretien avec le colonel Jacques Hogard. Commandant du groupement Sud de l'opération Turquoise au Rwanda, en 1994* ».

[02' 16'']

Jacques Hogard : Bonjour. Donc, je suis le colonel Hogard. Le Rwanda, pour moi, c'est se souvenir de 1994. J'étais en poste à Djibouti quand j'ai été désigné pour commander le groupement Sud de l'opération Turquoise au Rwanda. Je suis donc parti de Djibouti avec les éléments venant de Djibouti : une compagnie d'infanterie de la 13^{ème} brigade de la légion étrangère, un petit état-major. Et puis j'y ai retrouvé sur place une compagnie du deuxième régiment étranger d'infanterie, qui venait de France. Des éléments du deuxième REP, qui venaient également du Gabon. Et puis nous avons constitué le groupement Sud qui a été renforcé ensuite par un détachement de l'armée nationale tchadienne, qui nous a rejoint. Et on a donc passé un petit peu moins de deux mois dans le Sud-Ouest du Rwanda – la préfecture de Cyangugu exactement – dans le cadre de l'opération Turquoise. Alors, de quoi s'agissait-il en fait ? Il s'agissait de... Cette opération – je le rappelle, c'est important – elle arrivait au terme du génocide, abominable, qui s'est déroulé à partir de l'assassinat des Présidents du Rwanda et du Burundi, le Président Habyarimana pour le Rwanda. Son Falcon étant abattu par un missile, dont on sait aujourd'hui que c'est un missile amené par un commando du FPR, de la rébellion du colonel [sic] Kagame – de la rébellion tutsi du colonel Kagame – qui l'a abattu dans la soirée du 6 avril 1994 au-dessus de Kigali. Et qui va déclencher un bain de sang, terrible – qui a alimenté d'ailleurs beaucoup les médias, en particulier les médias occidentaux – à partir du 6 avril, du 7 avril exactement, jusque courant juin 1994.

[04' 11'']

Et la France demande, très vite, par la voix d'Alain Juppé – qui est ministre des Affaires étrangères – une intervention militaire internationale pour faire cesser le génocide au Rwanda, le génocide en cours. Donc, dans toute cette période du printemps 1994. A partir de là, l'ONU d'ailleurs se..., hésite sous la pression des Américains : Madeleine Albright, qui est la secrétaire d'Etat, donc aux Affaires étrangères du gouvernement américain [sic], ne tient pas à une opération française à l'époque. Elle parle d'une opération anormale. Mais malgré tout l'ONU autorise l'intervention française internationale, sous commandement de la France, au Rwanda. Et la France va intervenir, rejointe d'ailleurs par un certain nombre de ses amis Africains : le Tchad, le Sénégal, le Gabon, le Congo vont se joindre à nous pour cette opération Turquoise. Il s'agissait, vraiment, essentiellement de sauver des vies humaines. En particulier les vies humaines les plus menacées : alors, on pense à la communauté tutsi en particulier. Et on a raison de le dire puisque c'était quand même, elle, au départ qui était principalement visée par ce..., ces terribles massacres. Et..., mais aussi, bien entendu – la vie humaine n'ayant pas..., n'étant pas..., je dirais, soumise à telle ou telle appartenance pour avoir toute sa valeur et toute son importance –, toutes les vies humaines menacées.

[05' 51'']

Et donc, nous allons passer deux mois dans un contexte difficile, dans un pays où moi, personnellement, je n'avais jamais servi – que je ne connaissais pas, qui est cette magnifique, extraordinaire Afrique des Grands Lacs –, dans un climat très différent et dans un terrain évidemment très différent de celui que je connaissais plutôt de l'Afrique orientale, désertique ou semi-désertique.

Nous allons passer deux mois d'une opération très dense – on n'a pas beaucoup dormi pendant cette opération – à essayer de récupérer des personnes dont nous apprenions la survie, dans un endroit ou un autre, à reconstituer des familles, à les protéger, à les regrouper. Ça a été par exemple l'objet du camp de Nyarushishi, à côté de Cyangugu, qui va croître, qui va passer de quelques milliers de survivants – à l'époque administrés par la Croix-Rouge – à, si mes souvenirs sont exacts, presque 20 000 réfugiés tutsi à un moment donné, qui seront protégés par l'armée française. Notre quotidien il était fait de ça, beaucoup de contacts, beaucoup de relations avec la population. La plupart des autorités avaient fui, mais pas toutes. Je tiens à saluer pour mémoire, pour la mémoire, le cas de deux amis rwandais, qui m'ont beaucoup aidé, à l'époque : le major Cyiza Augustin, qui a été assassiné plus tard par le régime de Kigali, auquel il s'était rallié parce qu'il espérait, il croyait en la réconciliation des Rwandais et à la possibilité de redémarrer une nouvelle page de l'histoire des Rwandais, plus pacifique et plus stable. Augustin Cyiza, donc, courageux officier de gendarmerie, qui n'a pas ménagé ses efforts pour nous aider à remplir notre mission. Et puis, le sous-préfet Munyamgabe Théodore, toujours détenu aujourd'hui en prison au Rwanda, tout simplement parce qu'ayant aidé l'armée française. Donc, considéré comme un traître par le régime de Kagame. Alors que lui aussi s'était rallié en confiance à ce nouveau régime, dont il espérait la réconciliation des Rwandais. Alors, je tiens à la signaler parce que c'est deux cas pour moi très importants de Rwandais courageux, généreux qui ont tout donné à leur pays, y compris leur vie et leur liberté, voilà.

[08' 25'']

Ce qu'a fait la France au Rwanda pendant deux mois, c'est très controversé aujourd'hui. Il y a même des Français pour attaquer ce que nous avons fait au Rwanda. Je pense qu'il est facile de juger avec... 20 ou 22 ans de décalage, quand on est dans le confort d'un bureau parisien, ce qu'on a pu faire sur le terrain. On nous a reproché à nous, l'armée française, un certain nombre de choses. Moi, je voudrais dire que l'armée française d'abord a exécuté strictement les ordres du gouvernement français qui étaient d'apporter la paix, qui étaient d'apporter la protection aux populations rwandaises. Il n'y avait pas de complot particulier derrière pour je ne sais quelle machination politique. Tout cela relève du fantasme. Et il y avait au contraire une mission très noble, à laquelle je reste très fier d'avoir participé même si je la juge incomplète car le mandat de l'ONU était de..., limitait l'action de la France au 22 août 1994, c'est-à-dire à une mission limitée à deux mois. Deux mois, c'est extrêmement court pour arriver à faire des choses durables. On a fait de notre mieux. Et, de ça, je reste très fier et en particulier au comportement de mes hommes qui a été, je le crois, vraiment exemplaire.

[09' 40'']

Aujourd'hui certains nous accusent de certaines choses : par exemple, d'avoir retardé une assistance aux malheureux survivants du massacre de Bisesero. Je pense que tout ça est entre les mains de la justice puisque la justice s'intéresse à ces affaires-là. Mais je pense que le... J'ai confiance. Je sais que la vérité éclatera et qu'on verra que les officiers concernés par ces accusations se sont parfaitement bien conduits, conformément à la tradition éthique et morale de l'armée française. Je pense aussi aux accusations, dont j'ai été l'objet, d'avoir facilité ou exfiltré le soi-disant gouvernement rwandais de l'époque vers le Zaïre. Alors je rappelle que, moi, j'ai eu la visite dans mon secteur du Président de l'Assemblée nationale, Théodore Sindikubwabo, et le ministre des Affaires étrangères de l'époque, qui ont fait un passage très bref dans ma zone et qui en sont partis, à ma demande, parce que je n'avais aucune consigne particulière. Et je ne savais d'ailleurs aucunement quelles pouvaient être leurs responsabilités, supposées ou pas. Mais que je comprenais bien que leur présence dans la Zone humanitaire sûre, garantie par la France, était politiquement incompatible. Et donc, c'est vrai, ces gens-là, on les a poussés dehors sans leur demander de compte particulier. On n'avait aucun mandat pour ça. Et nous n'avions pas à nous transformer en gendarmes, nous n'étions pas les gendarmes. Nous étions les soldats français qui essayions d'apporter la protection et la sécurité aux populations menacées.

[11' 19'']

Tels ou tels Français – un petit peu suspects de connivence avec le régime dictatorial, totalitaire, qui est en place au Rwanda aujourd'hui depuis 1994, le régime de Monsieur Kagame – ont laissé filtrer des accusations selon lesquelles nous aurions délivré des milliers d'armes, ou des dizaines de milliers d'armes aux Forces armées rwandaises du gouvernement défait de la République rwandaise, laissent entendre aussi que nous aurions même payé leurs soldes en dollars. Tout ça relève du fantasme le plus ridicule et grotesque. En réalité, en ce qui me concerne, j'ai apporté une aide humanitaire. Parce que, encore une fois, pour moi, la vie humaine, quelle qu'elle soit, a sa valeur – qu'elle soit celle d'un enfant, d'un vieillard, ou d'un homme ou d'une femme adulte, que ce soit la vie d'un Hutu ou d'un Tutsi, ou... d'un Indien ou d'un... Africain du Sud ou d'un Australien –, pour moi, ça relève exactement des mêmes valeurs. Et donc, j'ai apporté une aide humanitaire, effectivement, aux familles des Forces armées rwandaises du général Kabiligi qui s'étaient réfugiées de l'autre côté de la frontière, au Zaïre, dans le courant du mois de juillet ou août 1994. Et je pense que, si c'était à refaire, je le referai exactement de la même manière. De même que, à ces mêmes personnes, à la demande à l'époque de leurs responsables, j'ai restitué un certain nombre d'armes individuelles – peut-être une quarantaine ou une cinquantaine –, avec des munitions, pour leur permettre d'assurer leur auto-défense face aux pillards, aux coupeurs de route zaïrois – et Dieu sait s'il y en avait dans la région – et, aussi, dans l'hypothèse où l'armée de Kagame les poursuivrait au Zaïre. Ce qu'ils ne se sont pas privés de faire, hélas, dans des conditions terribles, atroces, pendant les deux années qui vont suivre, 94-95-96, où les populations hutu seront décimées par l'armée de Kagame – sur le territoire oriental du Zaïre, de la République Démocratique du Congo actuelle – dans des conditions atroces. Deuxième génocide dont personne ne parle parce que celui-là est politiquement correct, si je puis dire. Et ça, c'est parfaitement scandaleux. Ça révolte l'officier français que je suis, l'homme que je suis et jamais je ne me tairai à ce sujet-là.

[14' 00'']

Voilà ce que je peux dire de manière très résumé de cette intervention Turquoise, certes imparfaite, certes trop courte, mais qui témoigne de la vocation humaniste, réelle de la France et de son armée. Des erreurs politiques ont peut-être été commises par la France au Rwanda, c'est possible : il faut en demander les comptes au gouvernement d'alors. Mais je peux certifier et attester que la conduite de l'armée française, lors de l'opération Turquoise, est pour moi l'objet d'une grande fierté. Voilà ce que je peux dire, au total de..., après 20 ans de..., 22 ans maintenant, de recul.

[14' 43'']

[Une voix intervient en douce : « La visite de... ». Jacques Hogard hoche la tête puis ajoute :]

A la fin de cette opération, j'ai eu l'occasion d'accueillir une..., à Cyangugu, une délégation du gouvernement nouvellement formé à Kigali, autour du FPR – mais qui n'était pas uniquement du FPR, qui regroupait aussi des personnalités de ce qu'on pouvait aussi appeler la troisième force à l'époque, des gens qui croyaient à une possible réconciliation du Rwanda autour de..., du FPR qui en était le..., quand même les forces vives – et j'ai reçu à l'époque quatre ministres, en exercice, de ce nouveau gouvernement rwandais formé à Kigali après la chute de Kigali et la victoire militaire du FPR. Je tiens quand même à parler de ces quatre ministres car ils ont eu un destin... divers. Le ministre de l'Intérieur, tout d'abord, dont je cherche subitement le nom...

[15' 56'']

[La voix lui souffle un nom mais Jacques Hogard n'entend pas et poursuit :]

... Qui a été assassiné au Kenya.

[La voix lui souffle encore le nom mais Jacques Hogard n'entend toujours pas. Alors la voix dit « Sendashonga ». Jacques Hogard reprend :]

... Seth Sendashonga, assassiné au Kenya quelques années après. Jacques Bihozagara, qui été ensuite ambassadeur à Paris. Je ne sais pas bien ce qu'il est devenu aujourd'hui... Je... Ma mémoire est défaillante...

[16' 26'']

[La voix lui souffle « Alphonse Nkubito ». Jacques Hogard reprend :]

... Alphonse Nkubito, qui est ministre de la Justice, et qui va être lui aussi assassiné à Kigali, quelques années après. Et puis, Jean-Marie Vianney Ndagijimana, qui est aujourd'hui un des chefs de file de l'opposition démocratique, libre, au gouvernement totalitaire de Monsieur Kagame et qui est..., et qui s'est réfugié en France, voilà. Je tiens à dire ça parce que, à l'époque, j'y croyais, moi aussi, quand j'ai vu – de mes yeux vu – dans le stade de Cyangugu, où la population avait été rassemblée pour écouter ces quatre nouveaux ministres de ce nouveau gouvernement. On pouvait espérer l'union nationale à l'époque. J'ai vu en particulier quelque chose de symbolique et de très fort : un gendarme de l'ancien régime rwandais – un des hommes d'Augustin Cyiza, dont je parlais il y a quelques minutes – se donner l'accolade avec un soldat du FPR. Un soldat hutu et un soldat tutsi se donnaient l'accolade avec l'enthousiasme de la foule. Et, à l'époque, je dois dire, que j'y ai cru, moi aussi. J'ai cru qu'un nouveau Rwanda, après ces horreurs qui se sont produites – et sur les responsabilités desquelles on pourrait s'étendre, d'ailleurs –, après ces horreurs, il était possible d'imaginer une vraie réconciliation en profondeur du peuple rwandais. Malheureusement, la suite a montré le contraire. Malheureusement, la volonté totalitaire du colonel [sic] Kagame et du régime très fort – pour ne pas dire totalitaire – qu'il va instaurer au Rwanda prouvera que nous avons tort et que nous nous étions trompés, voilà.

[18' 34'']

Enfin, le message suivant s'affiche à l'écran : « *PUBLICATIONS DU COLONEL JACQUES HOGARD. Les Larmes de l'honneur, 60 jours dans la tourmente du Rwanda, Jacques Hogard, Hugo et Compagnie, 2005, ISBN 2-7556-0054-3 - Désinformation : le cas rwandais in Cahiers du CESAT (Collège d'Enseignement Supérieur de l'Armée de Terre), n° 13, septembre 2008 - A propos du Rwanda, des Grands Lacs et de la politique française en Afrique in Revue Diplomatie numéro 37 (mars-avril 2009), voir www.wareion.fr - La Russie, ce marché qui vous tend la main ! in Revue Constructif, publication trimestrielle de la Fondation Française du Bâtiment, numéro 32 (Juin 2012). L'Europe est morte à Pristina, Guerre au Kosovo (Printemps-Eté 1999), Hugo et Compagnie, 2014, ISBN 9-7827-5561-49-61. TFR. FIN ».*

[Fin de la vidéo à 18' 49'']